



HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE
EN NOUVELLE-CALÉDONIE

**Discours pour l'ouverture du symposium « Impacts sécuritaires du
changement climatique dans le Pacifique Sud »**

Jeudi 21 mars 2019

9h00-9h30

Monsieur le directeur général adjoint de la Communauté du Pacifique,
Mesdames, Messieurs

Je suis très honoré d'être présent aujourd'hui à vos côtés, à ce symposium sur les *“Impacts sécuritaires du changement climatique dans le Pacifique Sud”*, au sein de ce très beau siège de la CPS à Nouméa, qui constitue un atout pour la Nouvelle-Calédonie et une fierté pour la France.

La lutte contre les effets du changement climatique dans le Pacifique est une priorité du gouvernement et du président E. Macron.

Dans l'urgence et le contexte si fragile qui sont les nôtres face à ce phénomène la discussion et la coopération internationale sont une nécessité. C'est pour cela que je me réjouis de trouver, en cette prestigieuse enceinte, autant de femmes et d'hommes de bonne volonté venus discuter, partager, débattre sur la problématique défense et climat. Le lien n'est pas évident pour tous, et pourtant, comme le montrera cette conférence, il est crucial et nous devons le traiter avec toute l'attention qu'il mérite.

Lors de la dernière réunion du South Pacific Defence Ministers' Meeting à Auckland en avril 2017, il a décidé de lancer une étude sur l'impact sécuritaire des changements climatiques dans le Pacifique Sud à l'horizon 2030. Trois axes prioritaires ont été identifiés : l'impact sur les infrastructures critiques, les opérations de secours en cas de catastrophe naturelle et la surveillance des espaces maritimes. Aujourd'hui, nous sommes ici pour partager le fruit de mois de réflexion, qui doivent découler sur des recommandations opérationnelles et des actions structurantes.

Les îles du Pacifique sont aux avant-postes de la vulnérabilité climatique, mais sont également à l'avant-garde en matière d'observation et d'évaluation des impacts, et aussi en termes de définition de stratégie d'adaptation et de conception de projets innovants.

En prenant l'initiative de cette étude, le SPDMM a pris la mesure des enjeux autour du changement climatique en matière de défense et notre responsabilité : les risques induits par le changement climatique peuvent en effet aujourd'hui menacer l'intégrité des territoires et générer des conflits.

Grâce à la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie Française et à Wallis et Futuna, la France est un pays du Pacifique. Trois collectivités françaises d'Océanie, qui présentent des caractéristiques spécifiques tant institutionnelles, géographiques que démographiques. Elles n'ont ni les mêmes statuts, ni les mêmes ressources, la Nouvelle-Calédonie bénéficie d'une large autonomie issue de l'accord de Nouméa, tout comme la Polynésie française. Si des compétences ont été transférées ces 20 dernières années, l'Etat continue d'assurer certaines compétences régaliennes au premier rang desquelles la sécurité.

La sécurité de nos populations, la sécurité de notre biodiversité, la sécurité de nos infrastructures, c'est le défi auquel sont confrontés aujourd'hui les territoires insulaires face au changement climatique, c'est le défi auquel est confronté la France en tant que nation du Pacifique.

Les impacts sécuritaires sont bien entendu de nature environnementale avec la menace de la biodiversité, mais ils sont aussi économiques et sociaux, du fait de la perte des cultures et des infrastructures.

Face à ces défis considérables auxquels sont confrontés nos territoires du Pacifique, la coopération internationale s'impose et est déjà mise en œuvre à l'échelle régionale notamment dans le domaine militaire.

La géographie et l'environnement du Pacifique insulaire font que celui-ci est confronté à des phénomènes naturels dont les conséquences sur les populations et les habitats peuvent prendre une dimension catastrophique. Qu'ils s'agissent de cyclones, de tremblements de terre, d'éruptions volcaniques ou de tempêtes tropicales, ces phénomènes appellent à la solidarité. La France, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont signé il y a 27 ans, une déclaration conjointe sur la coopération d'urgence en cas de catastrophes naturelles plus connue sous le nom de FRANZ pour garantir la sécurité des populations.

Le Pacifique insulaire ou *le continent invisible* comme le nomme Le Clézio, est un espace maritime unique, riche de ses ressources halieutiques, primaires, dont nous avons la responsabilité d'assurer la préservation, nous avons à l'évidence tout à gagner au renforcement de notre partenariat sur la surveillance de nos zones maritimes pour assurer la sécurité de notre environnement.

Je peux vous assurer que la France, comme ses trois collectivités, entend contribuer aux efforts de coopération au sein des organisations régionales en faveur de la protection contre le changement climatique, en concertation étroite avec les organisations régionales telles que le Forum des îles du Pacifique, la Communauté du Pacifique, le PROE

La France est ancrée dans le Pacifique et se doit, d'interagir en permanence avec les pays amis du Pacifique. Elle sera particulièrement attentive aux aspirations exprimées par les dirigeants du Forum des Îles du Pacifique, dans la déclaration de Boé de septembre 2018. La sécurité régionale face au changement climatique, la résilience au changement climatique et aux risques de catastrophes naturelles, la pêche, la gestion et la conservation des océans sont autant de sujets sur lesquels nous avons une responsabilité collective en termes d'actions et de moyens.

Membre de la famille océanienne, la France partage les préoccupations et les défis des états insulaires. Par un dialogue constant et une écoute attentive, nous devons collectivement porter les enjeux de la région.

Nous sommes les premières victimes du changement climatiques, gravement menacés par la perte de biodiversité et les menaces sur les océans. Face à ces enjeux vitaux, il faut impérativement démontrer à la communauté internationale que la mobilisation ne faiblit pas.

A l'occasion de la seconde éditions du One Planet Summit organisé en marge de la 73^{ème} Assemblée générale des Nations Unies, la France, l'Union Européenne, la Nouvelle-Zélande, et l'Australie, rejointes peu après par le Canada, ont annoncé le lancement de l'initiative pour l'adaptation, la biodiversité et la résilience dans le Pacifique avec pour objectif de monter une coalition

internationale pour mobiliser d'avantage de ressources financières mais aussi de simplifier et d'accélérer le financement de l'adaptation et de la protection de la biodiversité, en s'appuyant sur la CPS et le PROE. Nous devons collectivement soutenir cette initiative, qui s'inscrit véritablement dans la réalisation des objectifs fixés par les dirigeants du Forum des Iles du Pacifique dans le cadre du Blue Pacific.

Ce souffle ne doit pas faiblir, le sommet France-Océanie, qui se déroulera sur la dernière période de cette année 2019, en Polynésie Française, sera l'occasion de renouveler nos engagements.

Enfin, je voudrais conclure en indiquant que l'impact sécuritaire lié au changement climatique ne peut être soulevé sur la seule échelle du pacifique insulaire. Présente au sud de l'océan Indien, la France avec les îles de Mayotte et de La Réunion, les îles Éparses et les terres australes et antarctiques françaises reconnaît, dans cet espace indopacifique, la vulnérabilité vis-à-vis du changement climatique vaut pour les Etats insulaires du Pacifique et de l'océan indien ; la voix des Etats insulaires du Pacifique et de l'océan indien est mobilisatrice sur les enjeux du climat et de l'environnement.

La volonté d'intégrer les collectivités françaises dans leur environnement régional vaut dans le Pacifique comme dans l'Océan indien; la réflexion et les actions à mener doivent pouvoir se faire dans le cadre de l'espace indopacifique, qui se veut ouvert, inclusif, ouvert à la diversité, engagé dans un développement durable ; ceci n'exclut aucun pays dès lors que tous les pays apportent leur aide de manière ouverte, transparente et compatible avec les objectifs du développement durable.

Face à la réalité et la réalité du changement climatique, qui constitue l'un des plus grands défis de notre temps, nous devons avancer tous ensemble en toute

conscience. Votre présence, nombreuse, aujourd'hui démontre véritablement l'intérêt des sujets qui seront évoqués et débattus.

Je vous remercie et vous souhaite de fructueux échanges à tous !.